



المهندسون الجيولوجيون والتلغرافيون

المهندسون الجيولوجيون والتلغرافيون

Ordre national
des Ingénieurs Géomètres - Topographes

المهندسون الجيولوجيون والتلغرافيون

Conseil régional de centre

DECISIONS DU CONSEIL NATIONAL

- 67/98/ONIGT/CN : registre chronologique des affaires
- 68/98/ONIGT/CN : normes et tolérances des prestations de l'IGT
- 69/98/ONIGT/CN : Fiche de renseignement
- 70/98/ONIGT/CN : Les archives
- 71/98/ONIGT/CN : l'Exécution des travaux par les préposés du cabinet
- 80/98/ONIGT/CN : Bureau secondaire
- 01/04/ONIGT/CN : Cotisation fixe et variable
- 01/05/ONIGT/CN : Badges du personnel des cabinets
- 02/05/ONIGT/CN : Contrat à souche
- 04/02/ONIGT/CN : Commission de concurrence et de contrôle qualité
- 05/06/ONIGT/CN : Echange des vignettes
- 20/08/ONIGT/CN : Etablissement du dossier de mesurage des officines pharmaceutiques
- 08/09/ONIGT/CN : Assurance responsabilité Civile professionnelle
- 09/09/ONIGT/CN : Minimum des moyens humains et matériels pour un cabinet
- 10/09/ONIGT/CN : Condition d'octroi des vignettes et des contrats à couche
- 11/09/ONIGT/CN : Cessation d'activité et réception du courrier de l'Ordre
- 12/09/ONIGT/CN : Scannarisation du cachet et de la signature
- 18/2014/ONIGT/CN : Cotisations annuelles fixe et variable
- 03/2015/ONIGT/CN : Cotisations annuelles fixe et variable

Royaume du Maroc

ORDRE NATIONAL DES DES INGENIEURS
GÉOMÈTRES - TOPOGRAPHES

CONSEIL NATIONAL

Immeuble 29, Appt 9, avenue Al Abtal RABAT

Tél : 68-37-92
Fax : 68-37-93

N° 3/98/O.N.I.G.T/C.N

CONSEIL RÉGIONAL
DU CENTRE
ARRIVÉE LE 25 MAI 1998
N° M2104127100C

DECISION

I.F. PRESIDENT DU CONSEIL NATIONAL*

- Vu la loi 30-93 et notamment les articles 1;2;38;49 et 68;
- Vu les articles 38, 1er alinéa et 68 de la loi précitée.
- Suite à la réunion inter-bureaux tenue le 20/03/1998;
- Vu La délibération du Conseil National en date du 22 AVR. 1998

DECIDE

Article Premier : En attendant la confection d'un recueil des prestations de l'IGT, et les normes qui les régissent, les normes et tolérances en la matière établies par les administrations restent en vigueur pour le contrôle de qualité des travaux.

Article 2 : Les Conseils Régionaux sont chargés de la diffusion et de l'application de cette décision.



18 MAI 1998

Royaume du Maroc

ORDRE NATIONAL DES DES INGENIEURS

GÉOMÉTRES - TOPOGRAPHES

CONSEIL NATIONAL

Immeuble 29, Appr 9, avenue Al Attai RABAT

Tél : 68-37-92

Fax : 68-37-93

CONSEIL RÉGIONAL
DU CENTRE

ARRIVÉE LE

N° 418 / 29 MAI 1998

N° 67/98 O.N.I.G.T/C.N

DECISION

LE PRESIDENT DU CONSEIL NATIONAL

- Vu la loi 30-93 et notamment les articles 1;2;38;49 et 68;
- Suite à la réunion inter-bureaux tenue le 20/03/1998;
- Vu La délibération du Conseil National en date du 22 AVR. 1998

DECIDE

Article Premier : En vue d'harmoniser le traitement des affaires au sein des cabinets, les entreprises Topographiques sont tenues d'établir un registre chronologique des affaires traitées par leur soins suivant le modèle établi par le Conseil National.

Article 2 : Les Conseils Régionaux sont chargés de la diffusion et de l'application de cette décision.



Royaume du Maroc

ORDRE NATIONAL DES DES INGENIEURS
GEOMETRES - TOPOGRAPHES

CONSEIL NATIONAL

Immeuble 29, Appt 9, avenue AJ Abtal RADAT

Tél : 68-37-92
Fax : 68-37-93

N° 6943/O.N.I.G.T/C.N

CONSEIL NATIONAL
DU 25 MAI 1998
ARRIVEE LE 25 MAI 1998
N° 406 LANIGT/CNC

DECISION

LE PRESIDENT DU CONSEIL NATIONAL

- Vu la loi 30-93 et notamment les articles 1;2;38;49 et 68;
- Suite à la réunion inter-bureaux tenue le 20/03/1998;
- Vu La délibération du Conseil National en date du 22 AVR. 1998

DECIDE

Article Premier: Afin de permettre un meilleur suivi de l'activité du secteur topographique, les entreprises topographiques sont tenues d'adresser avant le 31 Janvier de chaque année, dûment remplie et signée par leur soins, au Conseil Régional de leur ressort, la fiche de renseignement relative à la structure du cabinet qui leur sera adressée à cet effet.

Toute modification dans les renseignements fournis sera l'objet d'une notification au Conseil Régional concerné dans le mois suivant son intervention.

Article 2 : Les Conseils Régionaux sont chargés de la diffusion et de l'application de cette décision.

18 MAI 1998



Royaume du Maroc

ORDRE NATIONAL DES DES INGENIEURS
GÉOMÈTRES - TOPOGRAPHES

CONSEIL NATIONAL

Immeuble 29, Appt 9, avenue Al Ahsaï RABAT

Tel : 68-37-92
Fax : 68-37-93

N° 70/92/O.N.I.G.T/C.N

CONSEIL REGIONAL
DU CENTRE

ARRIVÉE LE 20 MAI 1998
N° M 51047 C.R.C.

DECISION

LE PRESIDENT DU CONSEIL NATIONAL

- Vu la loi 30-93 et notamment les articles 1;2;38;49 et 68;
- Vu l'article 86 de la loi précitée, rendant irrecevable les plaintes rapportant des faits commis 5 ans avant le dépôt de la plainte.
- Suite à la réunion inter-bureaux tenue le 20/03/1998;
- Vu La délibération du Conseil National en date du 22 AVR. 1998

DECIDE

Article Premier : Dans le cadre des dispositions de l'article 86 de la loi 30-93, les entreprises topographiques sont tenues de détenir des archives des travaux effectués par leur soins pendant une durée de 6 années.

Article 2 : Les Conseils Régionaux sont chargés de la diffusion et de l'application de cette décision.



18 MAI 1998

Royaume du Maroc

ORDRE NATIONAL DES DES INGENIEURS
GÉOMÈTRES - TOPOGRAPHES

CONSEIL NATIONAL

Immeuble 29, Appt 9, avenue Al Ahtal RABAT

Tél : 68-37-92
Fax : 68-37-93

CONSEIL REGIONAL
DU CENTRE
ARRIVÉ LE 25 MAI 1998
N° 44410 N.I.G.T / C.R.C

N° 14/98/O.N.I.G.T/C.N

DECISION

LE PRESIDENT DU CONSEIL NATIONAL

- Vu la loi 30-93 et notamment les articles 1;2;38;49 et 68;
- Suite à la réunion inter-bureaux tenue le 20/03/1998;
- Vu la délibération du Conseil National en date du 22 AVR. 1998

DECIDE

Article Premier : Les travaux rentrant dans la compétence de l'IGT ne peuvent être exécutés que par les préposés du cabinet sous la responsabilité directe de l'IGT inscrit au tableau de l'Ordre ou par l'IGT lui même.

Article 2 : On entend par préposés, les agents qualifiés, légalement employés au sein du cabinet.

Article 3 : Les travaux doivent porter la signature du préposé qui les a exécutés, de l'IGT responsable des travaux et le cas échéant la signature sociale de la société.

Article 4 : Les Conseils Régionaux sont chargés de la diffusion et de l'application de cette décision.



ROYAUME DU MAROC
ORDRE NATIONAL DES INGENIEURS GEOMETRES-TOPGRAPHES
CONSEIL NATIONAL

CONSEIL REGIONAL
DU CENTRE
ARRIVEE LE 25 MAI 1998
N° 12410NT-C.TURS

Rabat le, 18/05/1998

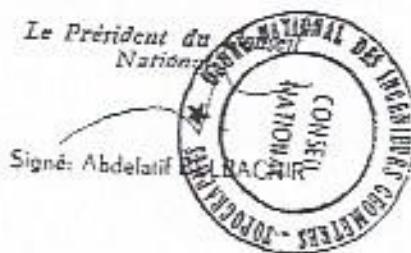
D E C I S I O N
LE PRESIDENT DU CONSEIL NATIONAL

- Vu la loi 30-93 et notamment les articles 1;2;38;49 et 68;
- Suite à la réunion inter-bureaux tenue le 20/03/1998;
- Vu la délibération du Conseil National en date du 22/04/1998.

D E C I D E

Article Premier : En respect du principe de la responsabilité personnelle de l'IGT et par conséquent de l'unicité du cabinet, tout bureau secondaire ne peut être ouvert en dehors du bureau Principal sans l'accord du Conseil National après avis conforme du Conseil Régional concerné.

Article 2 : les Conseils Régionaux sont chargés de la diffusion et de l'application de cette décision.





المهنة الوطنية
للمهندسين الماسحين الطبوغرافيين
Ordre national
des Ingénieurs Géomètres-topographes
المجلس الوطني
Conseil national

Ref. O.I.G.T/ON

Décision

Le Président du Conseil National

- Vu le Dahir n° 1-94-126 du 14 Ramadan 1414 (25 Février 1994) portant promulgation de la loi n° 30.93 relative à l'exercice de la profession d'ingénieur géomètre-topographe et instituant l'Ordre National des Ingénieurs géomètres-topographes,
- Vu le Décret n° 2-94-266 du 18 Chaâbane 1415 (20 Janvier 1995) pris pour l'application de la loi n° 30.93 précitée,
- Vu l'article 39 de la loi n° 30.93 précitée, relatif à l'institution, au profit de l'Ordre, d'une cotisation ordinaire obligatoire,
- Vu les dispositions de l'article 49 de la même loi, habilitant le Conseil National de l'Ordre et son président à fixer le montant des cotisations des membres ainsi que leurs modalités de perception et la part en revenant aux Conseils Régionaux,
- Vu la délibération du Conseil National, réuni en session ordinaire le 19 juillet 2003,
- Vu la délibération du Conseil National, réuni en session ordinaire le 21 juin 2004.

Décide

Article 1 : la cotisation annuelle ordinaire, à acquitter par les membres de l'Ordre, comprend une part fixe et une part variable.

Article 2 : la part fixe annuelle de la cotisation ordinaire est fixée comme suit :

- * 200 Dh (deux cents dirhams), pour les membres de l'Ordre exerçant dans le secteur public
- * 300 Dh (trois cents dirhams), pour les membres exerçant dans le secteur privé, à titre indépendant,
- * 300 Dh (trois cents dirhams), pour les Ingénieurs Géomètres-Topographes exerçant à titre de salariés dans le secteur privé,
- * 1.000 Dh (mille dirhams), pour les sociétés d'ingénieurs géomètres-topographes

Article 3 : la part variable, cumulable avec la part fixe, est due pour l'ensemble des activités professionnelles de l'IGT, exercées à titre privé notamment :

- * Les dossiers techniques cadastraux.
- * Les marchés, bons de commande et contrats conclus aussi bien avec les administrations et les établissements publics, les collectivités locales, que les particuliers.

Article 4 : la part variable due pour les dossiers techniques cadastraux est acquittée, au fur et à mesure des dépôts dans les services du Cadastre, par apposition des vignettes, prévues à cet effet, selon le barème fixé dans le tableau annexé à la présente décision.

Article 5 : la part variable, due pour les travaux réalisés dans le cadre de marchés, bons de commande, ou contrats conclus avec les administrations et établissements publics, les collectivités locales et les particuliers, est acquittée sur déclaration de l'IGT, souscrite en fin d'exercice, auprès du Conseil Régional dont il relève suivant le barème fixé dans le tableau annexé à la présente décision.

Article 6 : la part variable à acquitter par l'IGT, est plafonnée à 30.000 Dh (trente mille dirhams), toutes catégories de travaux confondues.

Ce montant plafonné peut être acquitté par l'IGT à titre libératoire, en début d'exercice.

Les IGT, ayant acquitté en début d'exercice le montant forfaitaire plafonné de 30.000 Dh (trente mille dirhams) à titre libératoire, ainsi que les IGT ayant atteint ce montant en cours d'exercice, notamment ceux qui s'acquittent par vignettes, seront dispensés de déclaration et d'arbitrement pour le reste de l'exercice.

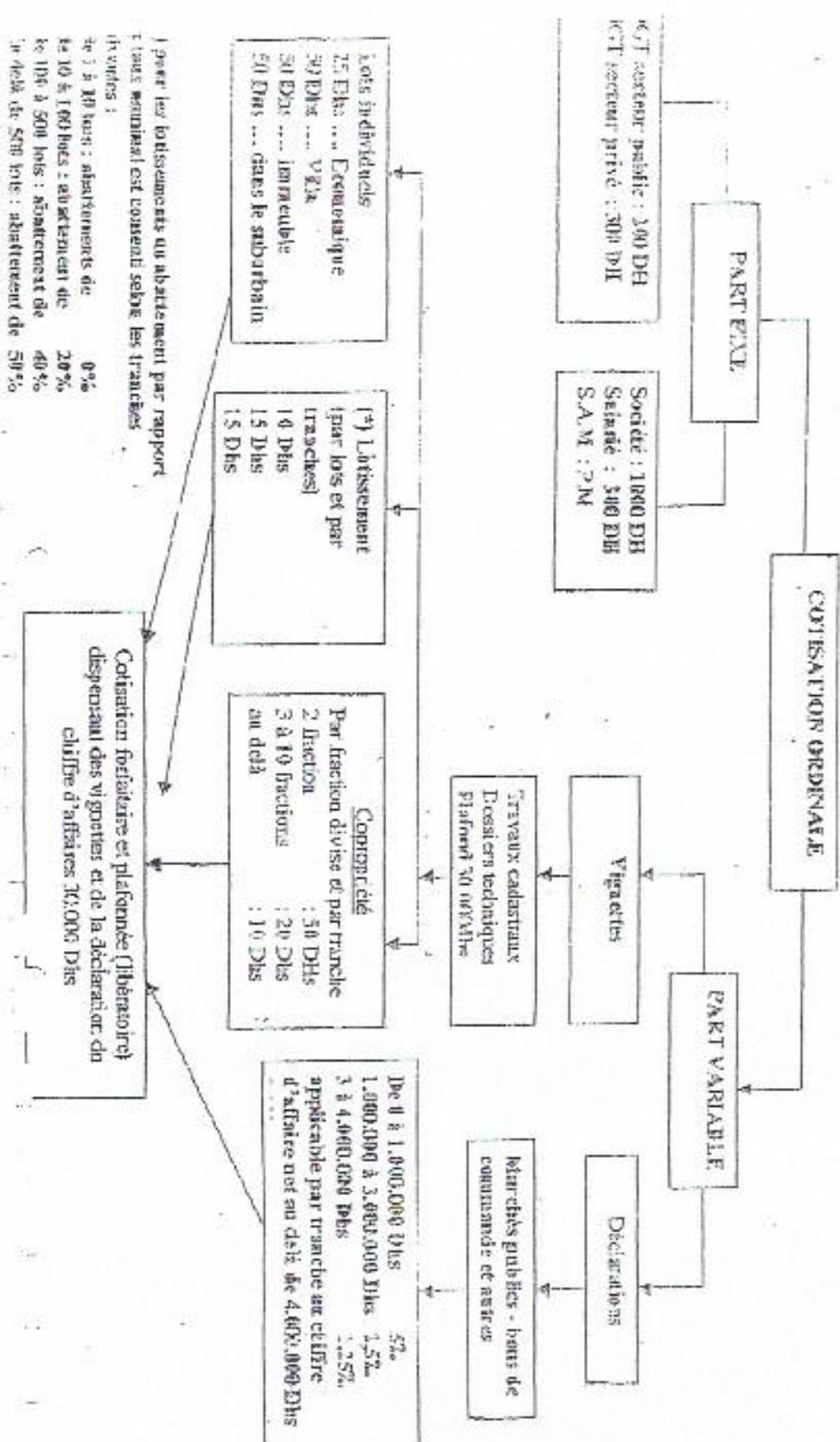
Article 7 et dernier : les dispositions de la présente décision prennent effet à compter de la date de sa publication.

Fait à Rabat, le 21 juillet 2004

Le Président du Conseil
National
Signé: Aziz HILALI



COTISATION ORDINAIRES
Décision du Conseil National du 20/06/2004



Il existe également une note indiquant que pour les lotissements au abattement par rapport au taux minimal est consenti seuls les tranches suivantes :
 25 DHS ... : abattement de 0%
 50 DHS ... : abattement de 20%
 50 DHS ... : abattement de 60%
 50 DHS ... : abattement de 50%



الهيئة الوطنية
للمهندسين المساحين العلبيغرافيين
Ordre national
des Ingénieurs Géomètres - Topographes
المجلس الوطني
Conseil national

Arrêté le ... / ... / ...

N° 2005/ONIGT/CN

CONSEIL REGIONAL
DU CENTRE
ARRÊTÉ N° 05-01-05
N° 158/ONIGT/CRC

DECISION

Le Président du Conseil National,

Vu le Dahir n° 1-94-126 du 14 Ramadan 1414 (25 février 1994) portant promulgation de la loi n° 30-93 relative à l'exercice de la profession d'ingénieur géomètre-topographe et instituant l'Ordre National des Ingénieurs Géomètres-Topographes,

Vu le Décret n° 2-94-266 du 18 Chaabane 1415 (20 janvier 1995) pris pour l'application de la loi n° 30-93 relative à l'exercice de la profession d'ingénieur géomètre-topographe et instituant l'Ordre National des Ingénieurs Géomètres-Topographes,

Vu l'arrêté du ministre de l'Agriculture et de la Miséricorde en Valcur Agricole n° 1312-95 du 15 Hija 1415 (5 Mai 1995) désignant les Conseils Régionaux de l'Ordre National des Ingénieurs Géomètres-Topographes auxquels seront rattachés les ingénieurs géomètres-topographes exerçant dans une région où leur nombre est inférieur à cent,

Suite à la recommandation des conseils régionaux,

Suite aux délibérations du Conseil National réuni en session ordinaire le 25 mars 2005,

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est institué par la présente, un badge à faire porter par le personnel des cabinets des Ingénieurs Géomètres-Topographes.

ARTICLE 2 : le port du badge est obligatoire pour le personnel opérant sur les chantiers ou en consultation dans les administrations.

ARTICLE 3 : Les badges doivent être établis selon le modèle unique diffusé par le Conseil National.

ARTICLE 4 : Le badge doit être signé par l'IGT responsable du cabinet concerné.

ARTICLE 5 : La présente décision prendra effet à compter de la date de sa signature.

ARTICLE 6 : Les conseils régionaux sont tenus de veiller à la stricte application de la présente décision.

Fait à Rabat, le 12 avril 2005

Le Président du Conseil





الهيئة الوطنية
للمهندسين المساحين الطبوغرافيين
Ordre national
des Ingénieurs Géomètres-Topographes
المجلس الوطني
Conseil national

Rabat, le : _____

N° Q.L.O.S/ONIGT/CN

CONSEIL REGIONAL
DU CENTRE
ARRIVEE 20.04.05
N° 153/04/IT/CAC

DECISION

Le Président du Conseil National,

Vu le Dahir n° 1-94-126 du 14 Ramadan 1414 (25 février 1994) portant promulgation de la loi n° 30-93 relative à l'exercice de la profession d'ingénieur géomètre-topographe et instituant l'Ordre National des Ingénieurs Géomètres-Topographes,

Vu le Décret n° 2-94-266 du 18 Chaabane 1415 (20 janvier 1995) pris pour l'application de la loi n° 30-93 relative à l'exercice de la profession d'ingénieur géomètre-topographe et instituant l'Ordre National des Ingénieurs Géomètres-Topographes,

Vu l'arrêté du ministre de l'Agriculture et de la Mise en Valeur Agricole n° 1312-95 du 15 Hjda 1415 (5 Mai 1995) désignant les Conseils Régionaux de l'Ordre National des Ingénieurs Géomètres-Topographes auxquels seront rattachés les ingénieurs géomètres-topographes exerçant dans une région où leur nombre est inférieur à cent,

Suite à la décision du Conseil National n° 378/98 du 30/12/98,

Suite à la recommandation des conseils régionaux,

Suite aux délibérations du Conseil National réuni en session ordinaire le 25 mars 2005,

DECIDE

ARTICLE 1 : Pour toute intervention professionnelle contractée en dehors de bons de commande ou de marchés, régis par le décret, l'IGT est tenu d'établir un contrat de prestations de services avec le maître d'ouvrage donneur d'ordre ou son mandataire selon le modèle établi par le Conseil National.

ARTICLE 2 : Le contrat susvisé, sur lequel doivent être apposées les vignettes émises par l'ONIGT, doit faire partie intégrante des pièces constitutives de tout dossier de travaux devant être déposés auprès des administrations publiques concernées.
Dans le cas d'un marché ou de bon de commande, l'ordre de service fait foi.

ARTICLE 3 : le contrat de l'IGT est présenté sous forme d'un carnet à souches constitué de quatre feuillets dont :

- le premier destiné au client ;
- le deuxième réservé à l'IGT ;
- le troisième délivré aux administrations.
- La quatrième copie est non détachable et restera dans le carnet.

ARTICLE 4 : Les copies du client, de l'IGT et de l'Administration doivent être obligatoirement légalisées.

ARTICLE 5 : Les carnets à souches sont retirés par les IGT auprès des conseils régionaux :

- deux carnets au départ ;
- un seul carnet par la suite après remise du carnet épuisé.

ARTICLE 6 : Les carnets épuisés remis aux conseils régionaux sont archivés avec la confidentialité totale et ne peuvent en aucun cas être consultés sauf en cas d'inspection ordonnée par les instances de l'Ordre.

ARTICLE 7 : La présente décision prendra effet à compter de la date de sa signature.

ARTICLE 8 : Les conseils régionaux sont tenus de veiller à la stricte application de la présente décision.

Fait à Rabat, le 12 avril 2005





الجمعية الملكية
المغربية للمهندسين المساحين المappers وفراصين

الجمعية الوطنية
للمهندس المساحي المغربي

Ordre national
des Ingénieurs Géomètres - Topographes

الجامعة الوطنية
للمهندس المساحي المغربي

Conseil national

Ref. C.../02/ONIGT/CN

DECISION

Le Président du Conseil National,

- Vu le Dahir n° 1-94-126 du 14 Ramadan 1414 (25 février 1994) portant promulgation de la loi n° 30-93 relative à l'exercice de la profession d'ingénieur géomètre-topographe et instituant l'Ordre National des Ingénieurs Géomètres-Topographes,

- Vu le Décret n° 2-94-266 du 18 Chaâbane 1415 (20 janvier 1995) pris pour l'application de la loi n° 30-93 relative à l'exercice de la profession d'ingénieur géomètre-topographe et instituant l'Ordre National des Ingénieurs Géomètres-Topographes,

- Vu les dispositions de la loi précitée et notamment ses articles n° 23, 38, 49 et 75.

- Vu l'obligation des instances de l'Ordre de s'assurer que les prix pratiqués par les IGT sont justes et mesurés,

- Vu la loi n° 06/99 relative à la liberté des prix et de la concurrence,

- Vu les dispositions du règlement intérieur tel qu'il a été modifié et complété le 23/5/2002.

- Vu la délibération du Conseil National en date du 23/05/2002.

DECIDE

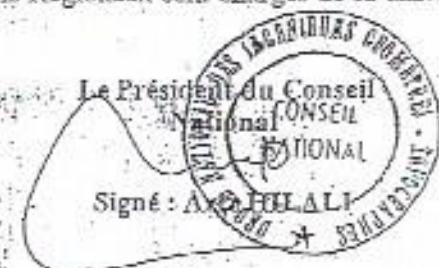
ARTICLE PREMIER : Il est créée une commission de concurrence relevant du Conseil National chargée de s'assurer que les honoraires pratiqués par les IGT sont justes et mesurés ; elle rend compte de ses travaux au président du Conseil National.

ARTICLE 2 : les IGT pratiquant des honoraires non justes et non mesurés sont passibles de poursuites disciplinaires en application des articles 75 et suivants de la loi 30-93.

ARTICLE 3 : les IGT sont tenus à la demande de la commission de concurrence de fournir les livrés professionnels, la commission peut en prendre copie, recueillir sur convocation ou sur place les renseignements et justifications nécessaires, la commission peut également procéder au contrôle de la qualité des prestations effectuées par les IGT.

ARTICLE 4 : Il revient aux IGT de tenir les instances de l'Ordre informées de toutes pratique de prix non justes et non mesurés ou de qualité contestée.

ARTICLE 5 : les conseils Régionaux sont chargés de la diffusion et de l'application de la présente décision.





المملكة المغربية
المهندسين المعماريون
Ordre National des Ingénieurs
Géomètres Topographes

المجلس الوطني
Conseil National

Réf : Q.S/ONIGT/CN

DECISION

Le Président du Conseil National

Vu le Dahir n°1-94-126 du 14 Ramadan 1414 (25 Février 1994) portant promulgation de la loi n°30-93 relative à l'exercice de la profession d'Ingénieur Géomètre Topographe et instituant l'Ordre National des Ingénieurs Géomètres Topographes.

Vu le Décret n°2-94-266 du 18 Chaabane 1415 (20 Janvier 1995) pris pour l'application de la loi 30-93 relative à l'exercice de la profession d'Ingénieur Géomètre Topographe et instituant l'Ordre National des Ingénieurs Géomètres Topographes.

Vu l'arrêté du Ministre de l'Agriculture et de la mise en valeur Agricole n°1312-95 du 15 Hijja 1415 (05 Mai 1995) désignant les conseils régionaux de l'Ordre National des Ingénieurs Géomètres Topographes auxquels seront rattachés les Ingénieurs Géomètres Topographes exerçant dans une région où leur nombre est inférieur à cent.

Vu la décision du Conseil National N° 01/04 du 24 Juin 2006 fixant les cotisations.

Sur proposition de la commission d'assainissement créée par décision du Conseil National lors de sa réunion du 08 Février 2006 sous le N°03/2006/ONIGT/CN datant du 13 Février 2006.

Sur délibération du Conseil National en session du 07 Juillet 2006.

DECIDE

ARTICLE PREMIER : L'échange des vignettes entre les IGT du secteur privé demeure strictement interdit.

ARTICLE DEUX : Les Conseils régionaux sont tenus de veiller à la stricte application de la présente décision.





المجلس الوطني
Conseil National

المدينة الوطنية للمهندسين
المساحين الطبوغرافيين
Ordre National des Ingénieurs
Géomètres Topographes

N° ٢٠٠٨ / O.N.I.G.T / C.N

٢٠٠٨ / ٣٣٦٧
٢٠٠٨ / ١٤٤٤١٥٣
٢٠٠٨ / ١٤٤٤١٥٣

DECISION

Le Président du Conseil National,

Vu le Dahir n° 1-94-126 du 14 Ramadan 1414 (25 Février 1994) portant promulgation de la loi n° 30-93 relative à l'exercice de la profession d'ingénieur Géomètre-Topographe et instituant L'Ordre National des Ingénieurs Géomètres-Topographes,

Vu le Décret n° 2-94-266 du 18 Chaabane 1415 (20 Janvier 1995) pris pour l'application de la loi n° 30-93 relative à l'exercice de la profession d'ingénieur Géomètre-Topographe et instituant L'Ordre National des Ingénieurs Géomètres-Topographes,

Vu le Dahir n° 1-06-151 du 30 Chaoual 1427 (22 novembre 2006) portant promulgation de la loi 17-08 relative à l'exercice de la pharmacie et à la création et à l'ouverture des officines et des établissements pharmaceutiques.

Vu le Décret n° 2-07-1064 du 05 Rajeb 1429 (9 juillet 2008) pris pour l'application de la loi 17-08 relative à l'exercice de la pharmacie et à la création et à l'ouverture des officines et des établissements pharmaceutiques.

En vue d'harmoniser l'établissement du dossier topographique et de l'attestation de mesurage des officines en projet, conformément aux articles 17, 18, 19 et 20 du Décret n° 2-07-1064 précité.

DECIDE

ARTICLE 1 : Les Ingénieurs Géomètres Topographes exerçant à titre privé sont tenus d'effectuer le levé topographique conformément à la réglementation en vigueur et d'établir le dossier topographique et l'attestation de mesurage des officines en projet suivant le modèle établi par le Conseil National.

ARTICLE 3 : les Conseils Régionaux sont chargés de la diffusion et de l'application de cette décision.





المجلس الوطني

Conseil National

رقم : 09/08 د.و.م.م.ط/م و

Rabat le : 29 سبتمبر 2009

قرار

إن رئيس المجلس الوطني

**CONSEIL REGIONAL
DU CENTRE**
ARRIVEE LE 02/10/09
N° 3301NTCT/CRC

- بناء على الطهير الشريف رقم 126-94-1 الصادر في 14 رمضان 1414 (25 فبراير 1994) المتعلق بتنفيذ القانون 30-93 المتعلق بمزاولة مهنة الهندسة المساحية الطبوغرافية و بإحداث الهيئة الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين.
- و بناء على المرسوم رقم 2-94-266 الصادر في 18 شعبان 1415 (20 يناير 1995) المتعلق بتطبيق القانون 30.93 المتعلق بمزاولة مهنة الهندسة المساحية الطبوغرافية و بإحداث الهيئة الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين .
- و بناء على قرار وزير الفلاحة والإصلاح الزراعي رقم 95-1312 الصادر في 15 ذي الحجة (5 مايو 1995) المتعلق بتعيين المجالس الجهوية للهيئة الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين التابعين لهم جميع المهندسين المساحين الطبوغرافيين العازولين للبيئة في جهة يقل عددهم عن مائة .
- و بناء على مقتضيات المادة 49 من القانون 30-93، المغولة للنطاق الوظيفي للمهندسين المساحين الطبوغرافيين بإعدام جميع الأنظمة الداخلية الالزامية لسير الهيئة على الخشن وجه .
- و بناء على المادتين 112 و 117 من القانون 30-93 المشار إليها أعلاه .
- و بناء على مذكرة المجلس الوطني بتاريخ 29 سبتمبر 2009

بيان

المادة 1: يجب على كل مهندس مساح طبوغرافي أو شركة المهندسين المساحين الطبوغرافيين بالقطاع الخاص إرسال إلى المجلس الجهوبي الذي يتميّز إليه نسخة من تجديد وثيقة التأمين المكتفوس عليها في المادة 19 من القانون 30-93 ، وذلك خلال مدة لا تتجاوز شهر من تاريخ إchéanciationها .

المادة 2: كل من يتجاوز المدة المشار إليها أعلاه، يلزم بتأدية الغرامة المنصوص عليها في المادة 112 من القانون 30-93 .

المادة 3: يعهد إلى المجالس الجهوية اتخاذ نفس الغرامة المذكورة أعلاه .

المادة 4 : يعتبر هذا القرار من النظام الداخلي للهيئة .





ONIGT

المجلس الوطني

Conseil National

رقم : 09/09 د.و.م.م ط/م.د

Rabat le : 29 سبتمبر 2009
الرباط في

CONSEIL REGIONAL
DU CENTRE

A RIVE LE 26/10/2009
2991 ANTOS / CROS

قرار

إن رئيس المجلس الوطني

- بناء على الظاير الشيريف رقم 126-194-1 الصادر في 14 رمضان 1414 (25 فبراير 1994) المتعلق بتأديبة القانون 93-30 المتعلق بمزولة مهنة المساحة الطبوغرافية و بإحداث الهيئة الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين.
- وبناء على المرسوم رقم 266-94-2 الصادر في 18 شعبان 1415 (20 يناير 1995) المتعلق بتطبيق القانون 93-30 المتعلق بمزولة مهنة المساحة الطبوغرافية و بإحداث الهيئة الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين.
- وبناء على قرار وزير الفلاحة والإصلاح الزراعي رقم 1312-95-5 الصادر في 15 ذي الحجة (5 مايو 1995) المتعلق بتعيين المجالس الجهوية للهيئة الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين التائعين لهم جميع المهندسين المساحين الطبوغرافيين الكفراولين لاختصاصهم في جهة يقل عددهم على مائة.
- وبناء على مقتضيات المادة 49 من القانون 93-30، المتعلقة بالتجنيد الوظيفي للمهندسين المساحين الطبوغرافيين إضافةً إلى جميع الأنظمة الداخلية للإدارات لسير العمل على حسن وجه.
- وبناء على مذكرة المجلس الوطني بتاريخ 29 سبتمبر 2009.

قرار

المادة 1: لمزاولة مهنة المهندس المساحي-طبوغرافي بالقطاع الخاص يجب التوفر على كل الأدلة من الإمكانيات اللوجستيكية و المعدانية و الموارد البشرية المتاحة إليها أسلوبه.

المادة 2: يعرف التحديد الأدبي المشار إليه أعلاه كالتالي:

- مقر عمل مناسب، في حيازته (ملكية أو 租赁) يتتوفر على الشروط الضرورية لمزاولة المهنة.
- جوازة و مساطع النقل المعتبرة العمل لا تقل عن قيقطين (ملكية أو 租赁).
- ملكية آلات قياس الأزواليات والمسافقات أو توسيعها للايجار لاستعمال الميدانية.

المادة 3: يعتمد على المجالس الجهوية مرافقه مدنى تطبق المعايير البشرية في اللوجستيكية و المعدانية مع الأشغال المنجزة.

المادة 4: يعتبر هذا القرار من النظام الداخلي للهيئة.

رئيس المجلس الوطني



مختار



المجلس الوطني

Conseil National

الرباط في ٢٠١٠

رقم : ٠٩/١٥ د.و.م.ط/م.و.

CONSEIL REGIONAL
DU CENTRE

ARRIVEE LE ٢٦/٣/٢٠١٠
N° ٤٥٧/CONTAT/CER

قرار

لن رئيس المجلس الوطني

- بناء على الظهير الشريف رقم ١٢٦-٩٤-١ الصادر في ١٤ رمضان ١٤١٤ (٢٥ فبراير ١٩٩٤) المتعلق بتنفيذ القانون ٩٣-٣٠ المتعلق بمزاولة مهنة المساحة الطبوغرافية وبأحدث الهيئة الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين.

- وبناء على العرسوم رقم ٢٦٦-٩٤-٢ الصادر في ١٨ شعيل ١٤١٥ (٢٠ يناير ١٩٩٥) المتعلق بتطبيق القانون ٩٣-٣٠ المتعلق بمزاولة مهنة المساحة الطبوغرافية وبأحدث الهيئة الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين.

- وبناء على قرار مجلس الجهة والإصلاح الزراعي رقم ٩٥-١٣١٢ الصادر في ١٥ ذي الحجة (٥ ماي ١٩٩٥) المتعلق بتعيين المجالس الجماعية للهيئة الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين التابعين لهم جميع المهندسين المساحين الطبوغرافيين للجهة في جهة بكل عددهم على مائة

- بناء على مقتضيات المادة ٤٩ من القانون ٩٣-٣٠، التغوله المجلس الوطني للمهندسين المساحين الطبوغرافيين لاتخاذ جموع الانظمة الداخلية للزمة لجهة الجهة على احسن وجه.

- بناء على مذكرة المجلس الوطني بتاريخ ٢٩ نونبر ٢٠٠٩

نقطة

المادة ١ : تسلم المجالس الجماعية طبقاً للظرف رقم ٠١/٠٤-٢١ يونيو ٢٠٠٤ و القرار رقم ٠٢/٠٥ بتاريخ ١٢ لبريل ٢٠٠٥، كذاش الدعاقت و كذاش العقود للمهندسين المساحين الطبوغرافيين او شركات المهندسين المساحين الطبوغرافيين بالقطاع الخاص الموجهين في وضعية تلبية تجاه المجالس الجماعية التي ينتهيون إليها.

المادة ٢ : يعتبر المهندس المساح الطبوغرافي او شركات المهندسين المساحين الطبوغرافيين في وضعية سلامة تجاه المجالس التي ينتهيون إليها إذا انتقلا إلى التبرير طبقاً للآتى :

- التوفير على وثيقة التأمين طبقاً للمادة ٢٩ من القانون المنظم للبيئة.

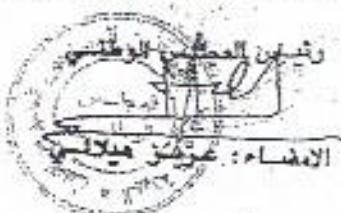
- تلبية ولأجل الأخر طبقاً لل المادة ٤٩ من القانون المنظم للبيئة.

- إرسال ورقة المعلومات السلوكية طبقاً لقرار المجلس الوطني عدد ٩٨/٦٩ م و بتاريخ ١٨ ماي ١٩٩٨.

- التوفير على الحد الأدنى من الإمكانات التوجيهية و المعاشرة و الموارد البشرية المنصوص عليه في قرار المجلس الوطني عدد ٠٩/٠٩ المؤرخ في ٢٩ نونبر ٢٠٠٩.

المادة ٣ : تسلم المجالس الجماعية كذاش الدعاقت و كذاش العقود إلى الطالبين بعد التحقق من سلامته و ضعيتهم تجاه المجلس الذي ينتهيون إليه.

المادة ٤ : يعتبر هذا القرار من النظام الداخلي للهيئة.





المجلس الوطني

Conseil National

رقم : 09/11 د.و.م.ط/م.و

Rabat le : 29 سبتمبر 2009

CONSEIL REGIONAL
DU CENTRE
ARRIVEE LE 02/10/09
N° 384/CONT/09

قرار

إن رئيس المجلس الوطني

- بناء على الظهير الشريف رقم 126-94-1 الصادر في 14 رمضان 1414 (25 فبراير 1994) المتعلق بتنقليات 93-30 المتعلقة بمزاولة مهنة المساحة المساحية الطبوغرافية و بلحدوث الهيئة الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين.
- بناء على المرسوم رقم 266-94-2 الصادر في 18 شعبان 1415 (20 فبراير 1995) المتعلق بتطبيقات القانون 93-30 المتعلقة بمزاولة مهنة المساحة المساحية الطبوغرافية و بلحدوث الهيئة الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين.
- بناء على قرار وزير الفلاحة والإصلاح الزراعي رقم 95-12-1 الصادر في 15 تي الحجة (5 مايو 1995) المتعلق بتعيين المجالس الجهوية للهيئة الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين التابعين لهم جميع المهندسين المساحين الطبوغرافيين العازلين للمدينة في جهة يقل عددهم على مائة.
- بناء على مقتضيات المكرر 49 من القوانين 93-30، المخواطة مجلس المجلس الوطني للمهندسين المساحين الطبوغرافيين إعداد جميع الأنظمة الأخلاقية الضرورية لضمان تفويت عشرة أيام.
- بناء على مذكرة للجهاز الوطني بتاريخ 29 سبتمبر 2009،

بيان

المادة 1: يجب على المهندس المساحي الطبوغرافي أو شريكه المهندسين المساحين الطبوغرافيين بالقطاع الخامس :

- إغلاق المكتب المعمر الذي يتبعه إليه في حالة احتلال مكتبه لضيوره ما لمدة تفوق عشرة أيام.

- استلام جميع الممتلكات الواردة عن مجالس الجهات الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين، أو من زميل له.

المادة 2: كل احتلال يمكّنه هذا القرار بعد مخالفته مبنية و يعرضن المدخل للمتابعة التأديبية.

المادة 3: يعتبر هذا القرار من الأذالم الذل الذي تعيشه





المجلس الوطني

Conseil National

رقم : 09/12 مو.م.ط/م.و

Rabat le 29 سبتمبر 2009

قرار

لن رئيس المجلس الوطني

CONSEIL REGIONAL
DU CENTRE
ARRIVEE LE 02/09/2009
N° 389/ONIGT/CRC

- بناء على الظهير الشريف رقم 126-94-1 الصادر في 14 رمضان 1414 (25 فبراير 1994) المتعلق بتنزيل القانون 93-30 المتعلق بمزاولة مينة المهندس المساحي الطبوغرافية و بإحداث الهيئة الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين.

- بناء على المرسوم رقم 266-94-2 الصادر في 18 شaban 1435 (20 يناير 1995) المتعلق بتعديل القانون 93-30 المتعلق بمزاولة مينة المهندس المساحي الطبوغرافية وبإحداث الهيئة الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين.

- بناء على قرار وكيل الفلاحة والإصلاح الزراعي رقم 95-1312 الصادر في 15 ذي الحجة (5 مايو 1995) المتعلق بتعيين المجالس الجهوية للهيئة الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين التابعين لمم جمجمة المهندسين المساحين الطبوغرافيين المزاولين في جهة بقل عددهم على مائة.

- بناء على مقتضيات المادة 49 من القانون 93-30 المخولة للمجلس الوطني للمهندسين المساحين الطبوغرافيين إعداد وتحقيق الأنشطة الداخلية اللازمة لسير الهيئة على أحسن وجه.
-

- بناء على مداولة المجلس الوطني بتاريخ 29 سبتمبر 2009.

قرارات

المادة 1: يلزم المهندس المساحي الطبوغرافي بالقطاع الخاص ختم و توقيع جميع الملفات المنجزة و الوثائق الصادرة عن مكتب لو شركته، و لا يجرؤ سطقاً استئصال (scannarisation) (الخاتم و التوقيع).

المادة 2: يجب أن يحمل الخاتم المشار إليه أعلاه المعلومات التالية:

- اسم المهندس المساحي الطبوغرافي

- اسم شركة المهندس أو المهندسين المساحين الطبوغرافيين في حالة وجودها

- عنوان مقر العمل

- رقم الهاتف الثابت و الفاكس

المادة 3: يعتبر هذا القرار من النظام الداخلي للهيئة.





رقم : ٢٠١٤/٥.و.م.م.ط/م.و.

قرار

بن رئيـس المـجلس الوـطـني

- بناءً على الظهير الشريف رقم 126-94-1 الصادر في 14 رمضان 1414 (25 فبراير 1994) المتعلق بتنفيذ القانون 30-93 المتعلق بزاولة مهنة الهندسة المساحية الطبوغرافية و بإحداث الهيئة الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين.
- بناءً على المرسوم رقم 266-94-2 الصادر في 18 شعبان 1415 (20 يناير 1995) المتعلق بتعديل القانون 30-93 المتعلق بزاولة مهنة الهندسة المساحية الطبوغرافية و بإحداث الهيئة الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين .
- بناءً على مقتضيات المادة 39 من القانون 30-93 المتعلقة بفرض اشتراك سنوي إجباري لفائدة الهيئة يندرج من طرف جميع أعضائها.
- بناءً على مقتضيات المادة 49 من القانون العاشر الذكر، التي تحول للمجلس الوطني للمهندسين المساحين الطبوغرافيين تحديد مبلغ اشتراكات أعضائها وكيفية استيفائها،
- بناءً على مداولة المجلس الوطني المنعقد في دوره الاستثنائية بتاريخ 05 أبريل 2014،

بـ

المادة 1: يلغى العمل بالشتابات ابتداءً من تاريخ نشر هذا القرار.

المادة 2: تحدد الاشتراكات السنوية الثانية و غير الشتابة لأعضاء الهيئة بالنسبة لسنة 2014 كما يلي :

أ- الاشتراكات السنوية الثانية

- القطاع العام : 200 درهم
- القطاع الخاص مستقلون : 300 درهم
- القطاع الخاص أجراء: 300 درهم
- القطاع الخاص شركات : 1000 درهم.

ب- الاشتراكات السنوية غير الشتابة (طبقاً للجدول رقم 1 المرفق لهذا القرار)

- تحدد حصة تكميلية للاشتراكات بالنسبة لسنة 2014 باحتساب معدل المبالغ المؤددة عن الشتابات خلال السنوات 2010، 2011 و 2012 مع خصم 30%.
- يتم خصم مبلغ الشتابات المقتدمة لسنة 2014 من مبلغ الحصة التكميلية المذكور أعلاه.

المادة 3 : يحدد مبلغ أدنى لالشتراكات الغير ثابتة، مع اعتبار مبلغ الحصة التكميلية كما يلى :

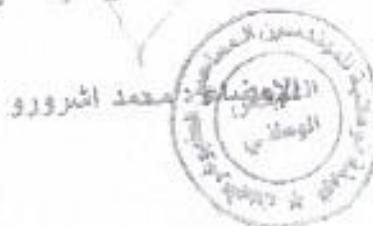
* 3000 درهم بالنسبة للأعضاء المقيدين بجدول الهيئة منذ فاتح يناير 2011.

* 5000 بالنسبة للأعضاء المقيدين بجدول الهيئة قبل 31 ديسمبر 2010.

المادة 4 : بالنسبة لمبالغ الاشتراكات لسنة 2015، مستعمل الهيئة على تطبيق نظام جديد بناءً على النتائج المحصل عليها من طرف اللجنة المكلفة باعداد نظام الاشتراكات.

المادة 5 : يعهد إلى المجالس الجهوية تطبيق هذا القرار ابتداءً من تاريخ إصداره.

رئيس المؤسس الوظائي





ONIGT

الملكية المغربية
Royaume du Maroc

المجلس الأعلى للمهندسين (المهندسون الماليون وخبراء القانون)
Ordre National des Ingénieurs Généraux - Conseil National

Rabat le

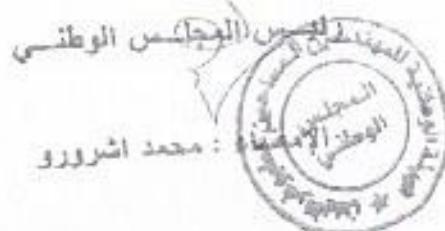
الجلدة في

المجلس الوطني
Conseil National

الجدول رقم 1 المرفق بالقرار رقم 18/2014/5.5.0.م.م.ط/م.و
الصادر بتاريخ 2014-05-05

الاشتراكات السنوية الغير ثابتة: الصفقات العمومية، طلب عروض و خدمات أخرى

نسبة	رقم المعاملات
5%	من 1 درهم إلى 1.000.000,00 درهم
2.5%	من 0,00 إلى 1.000.001,00 درهم
1.25%	من 0,00 إلى 3.000.001,00 درهم
0.2%	أكثر من 4.000.000,00 درهم



قرار

إن رئيس المجلس الوطني

- بناء على الظهير الشريه رقم ١٤-٩٤-٢٦١ الصادر في ١٤ رمضان ١٤١٤ (٢٥ فبراير ١٩٩٤) المتعلق بتنفيذ القانون ٩٣-٣٠ المتعلق بضوابط مهنة الهندسة المساحية الطبوغرافية و بإحداث الهيئة الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين.
- بناء على المرسوم رقم ٩٤-٢٦٦ الصادر في ١٨ شعبان ١٤١٥ (٢٠ يناير ١٩٩٥) المتعلق بتعليق القانون ٩٣-٣٠ المتعلق بضوابط مهنة الهندسة المساحية الطبوغرافية و بإحداث الهيئة الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين.
- بناء على مقتضيات المادة ٣٩ من القانون ٩٣-٣٠ المتعلقة بفرض اشتراك سنوي إجباري لفائدة الهيئة يودى من طرف جميع أعضائها.
- بناء على مقتضيات المادة ٤٩ من القانون السالف الذكر، التي تخول للمجلس الوطني للمهندسين المساحين الطبوغرافيين تحديد مبلغ الاشتراك السنوي، أعلاه و كيفية استيفائه.
- بناء على مداولات المجلس الوطني المتعددة في دورته الاستثنائية بتاريخ ١٤ يناير ٢٠١٥.

يقرر

المادة ١: يحدد الاشتراك السنوي، الإجباري لفائدة الهيئة الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين على شكل مبلغ محدد ومتغير، كما يلى:

أ- المبلغ المحدد:

- أربعوناً (٤٠٠,٠٠) درهم بالنسبة للمهندس المساح الطبوغرافي المزاول بالقطاع العام أو الأجير بالقطاع الخاص.
- أربعوناً (٤٠٠,٠٠) درهم بالنسبة للمهندس المساح الطبوغرافي المسهل بدخول الهيئة والغير المزاول للمهنة سواء بالقطاع العام أو الخاص.
- الفان و خمسيناً (٢٥٠٠,٠٠) درهم بالنسبة للمهندس المساح الطبوغرافي المزاول بالقطاع الخاص مستقلاً أو شريكاً.

ب- المبلغ المتغير:

- يودي المهندس المساح الطبوغرافي المزاول بالقطاع الخاص كمسئل أو كشريك مبلغاً عن رقم المعاملات كما يلى:
- ألفان و خمسيناً (٢.٥٠٠) درهم عن كل رقم معاملات يقل أو يعادل خمسة ألاف (٥٠٠.٠٠٠) درهم.
 - ٥% عن كل رقم معاملات يفوق خمسة ألاف (٥٠٠.٠٠٠) درهم.

المادة ٢: يعفى من أداء المبلغ المتغير كل مهندس مساح طبوغرافي مقيد بجدول الهيئة بالقطاع الخاص كمسئل أو كشريك لمدة سنتين ماليتين ابتداء من سنة التسجيل.

تحسب السنة المالية لكل تسجيل تم قبل ٣٠ يونيو من السنة المالية الجارية.

- المادة 3 : يُؤدى مبلغ أربعون ألف (400,00) درهم كاشتراك محدد بالنسبة لكل شركة بعد تسجيلها بجدول الهيئة.
- المادة 4 : يُؤدى قيمة جزافية تقدر بـ 50.000,00 درهم عن المبلغ المتغير وذلك قبل 31 مارس من السنة المالية مع الزامية التصريح برقم المعاملات.
- المادة 5 : يُؤدى المبلغ المحدد من الاشتراك السنوي قبل 61 يناير من السنة المالية الجارية.
- المادة 6 : يُؤدى المبلغ المتغير من الاشتراك السنوي قبل 30 يونيو من كل سنة.
- المادة 7 : يعهد إلى المجالس الجماعية للهيئة تطبيق هذا القرار ابتداء من تاريخ اصداره.

